



Journal anarcho-syndicaliste et/ou syndicaliste révolutionnaire BP 48 - 54002 NANCY CEDEX

Confédération Nationale du Travail Association Internationale des Travailleurs

ÉDITORIAL

CEUX QUI OUBLIENT LE PASSÉ SONT CONDAMNÉS À LE RÉPÉTER.

Capule ! Le Parti Socialiste n'en finit pas de montrer son vrai visage, de tendre la main aux électeurs du Front National. Les boucs émissaires de cette stratégie qui s'accélère et reste encore les Sans-Papiers. En s'enfermant dans une (la) logique capitaliste et sécuritaire, il ne peut agir autrement, sinon, comment comprendre cet entêtement (cf. Ceux qui oublient le passé...)? Le plus étrange reste le silence (forcé ?) des médias qui ont décidé le black-out total sur les conditions de vie des Sans-Papiers qui se détériorent de jour en jour. Pour certains qui sont bien plus nombreux que le silence médiatique ne pourrait le laisser croire, le choix a été celui de la grève de la faim (fin). Près de Paris, ils le sont depuis 72 jours : ils viennent d'être transférés à l'hôpital pour vérification de santé mais on les a laissé repartir. C'est dire l'embaras des socialistes.

Nécessité leur est faite d'intenter à leur intégrité physique. Ceux de Lorraine n'ont pas eu droit à plus de ménagement. A Metz, dans l'indifférence quasi générale, on les a renvoyé au Kosovo. A Longwy, Mohamed Najih, sans l'intervention du Collectif des Libertés et des membres de sa famille, serait de retour au Maroc, pays où il n'a jamais assez résidé pour avoir l'envie d'y vivre. A Nancy, l'action directe n'a pu empêcher l'expulsion manu militari d'Haci Gunes (cf. Chronique d'une expulsion). Qu'en pensent nos députés socialistes ? Face à la léthargie dont ils semblent faire preuve, suivant en cela les consignes nationales, la CNT a décidé de leur demander des comptes ; Jean-Jacques Denis, d'abord (cf. Lettre ouverte), les autres par la suite. Inutile de vous préciser que leur immobilisme frise aujourd'hui la débilité congénitale, preuve, peut-être bien, que la fonction de député est inhérente à la lâcheté.

Termies, les couleurs de la grande noblesse lorraine, celle qui soutient les concerts et manifestations culturelles organisés par les mouvements d'extrême droite raciste et nationaliste du ou proche du Front National (cf. Le rock identitaire français). Le chat ricane à l'idée qu'un noble (De Metz-Noblat, ça vous laisse ba-ba) se mette au service de la racaille fasciste de la région. Il ricane lorsque la police met en pratique avec les homosexuels ce que le Front reprend des pratiques nazies (cf. Actes homophobes sur les lieux...). Et c'est avec ça que les socialistes jonglent aujourd'hui, c'est de tout ça qu'ils tirent leur victoire électorale, et c'est pour ça qu'ils aimeraient être réélus.

VIVE LA RÉPUBLIQUE ! VIVE LA FRANCE ! dit-il, dans une envolée lyrique qui lui est propre.

« Aucun parti n'a pour but d'assurer le bonheur, le bien-être de l'homme. Tous n'ont en vue que le succès du système, que le triomphe du gouvernement, de l'appareil, de l'état, du parti. »

Pierre BESNARD, L'éthique du syndicalisme.

Lors de la dernière campagne électorale pour les législatives en 97, Lionel Jospin, au nom du Parti Socialiste avait promis publiquement l'abrogation des lois racistes Pasqua-Debré. Beaucoup d'électeurs y ont cru, comme au reste d'ailleurs (baisse des impôts, du chômage, du temps de travail, des pratiques sécuritaires...).

Bien évidemment le PS, une fois arrivé au pouvoir, - comme n'importe quel autre parti d'ailleurs -, s'est bien gardé d'agir conformément à ses engagements. La loi Chevènement sur les sans papiers n'est qu'une version édulcorée de la loi précédente. Les visites médicales payantes (plus de 1000 francs !), les ignobles centres de rétentions sont les signes évidents d'une vision mercantile de l'individu. Seuls ceux qui sont rentables comptent. Certes, on peut admettre que depuis 97, de nombreux couples ou enfants d'immigrés ont pu être régularisés. Mais il a fallu pour ce faire, passer

celibataire, (homme ou femme), ne remplit pas les conditions administratives et productives « d'intégration » et qu'elle ne rentre ni dans les pourcentages ni dans les quotas régionaux, elle est expédiée manu militari vers son pays « d'origine », ou une autre terre d'accueil. Rwanda, Kosovo, Algérie, Turquie, Nigeria, Chili, Mali, Albanie, Pérou... autant de pays où il ne fait pas bon retourner lorsqu'on est opposant aux dictatures en place. En effet, la plupart de ceux qui « rentrent chez eux » sont immédiatement arrêtés, emprisonnés, torturés, liquidés... Nous le savons, les politiciens aussi. L'exemple de Haci Gunes, militant communiste turc l'a récemment prouvé.

Ainsi, les élus PS ont voté massivement la loi Chevènement en sachant exactement quels risques encourent les Sans-Papiers expulsés et dans quelles conditions ils sont détenus en France. Jean-Jacques Denis nous l'a d'ailleurs confirmé lorsque nous nous sommes invités dans son modeste bureau. Denis n'a aucun remord. Il sait également, comme ses confrères, dans quelles conditions dégradantes des humains sont renvoyés « chez eux » par les flics français. La mort d'une jeune africaine, Semira Adamu (réfugiée en Belgique pour échapper à un mariage forcé), étouffée par les flics belges n'était qu'un « incident » parmi d'autres. Les évacuations brutales de St Bernard ou plus récemment de Strasbourg, les interpellations dans les milieux associatifs et militants sur Nancy, Metz, Strasbourg, prouvent que la police/milice, aux ordres des préfets, et des gouvernants PS, applique des consignes précises.

Papon et Bousquet aussi ne faisaient qu'appliquer des consignes gouvernementales.

Celles-ci consistaient à répertorier les Juifs, leur interdire la citoyenneté, pour finalement les arrêter et les envoyer par wagons vers les camps d'extermination. Les préfets, en 1998, sous les ordres d'un gouvernement (National ?) Socialiste, répertorient les Sans-Papiers, les arrêtent, et les expulsent par charters vers leur pays d'origine où ils risquent d'y perdre la vie. Papon, Bousquet et les autres savaient ce qu'ils faisaient. Les politiciens PS et les préfets savent aussi ce qu'ils font. Sinon cela signifierait que vous êtes gouvernés par des imbéciles et des ignorants. Ce qui est loin d'être le cas. C'est consciemment que cette loi raciste a été votée par les députés PS, uniquement pour ratisser plus large aux élections. Ceux-là même qui prétendent lutter contre le FN et le racisme nous offrent une belle leçon de morale.

Pour manifester votre dégoût auprès des élus PS, appelez J.J. Denis à sa permanence, 13 Place Carrière, à Nancy, tel : 03 83 30 25 25, fax : 03 83 37 07 76 ou la préfecture aux 03 83 34 26 31, 03 83 34 26 32 ou 03 83 34 26 26 pour dénoncer les pratiques racistes des services répressifs de la région.



Les Temps maudits REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE ET ANARCHO-SYNDICALISTE DE LA CNT N° 3 Prix du numéro : 30 F. Les six numéros : 180 F. Soutien : 250 F. 3 numéros sont prévus par an. AU SOMMAIRE : Travail et pratique anarcho-syndicaliste Le mirage de la course à l'emploi Propos sur l'éducation libertaire Saint Etienne 1922 : Besnard contre Monmousseau Chèque à l'ordre de la CNT (eu dos, indiquez : Les Temps maudits) à adresser à la CNT, BP 72, 33038 Bordeaux Cedex. Pour contacter la rédaction, écrire au Syndicat de l'Éducation CNT 4, rds du Parc, 91120 Palaiseau.

Dans ce numéro

- Éditorial
Ceux qui oublient le passé...
Chronique d'une expulsion
Lettre ouverte à Jean Jacques Denis
Nancy Jazz Pulsations
Actes Homophobes à Nancy
Le Rock Identitaire Français
Divers

CHRONIQUE D'UNE EXPULSION

Haci Gunes est Turc. Ancien membre du parti communiste, il vient en France car ses jours sont en danger en Turquie. En effet, la Turquie, dans sa grande volonté de démocratie, ne permet pas à ses concitoyens de faire partie d'un parti politique à tendance communiste. Ainsi, il arrive en France et demande l'asile politique. La France, terre d'accueil et de liberté (vous en conviendrez), ne lui accorde pas l'asile politique. Tous les recours ayant été faits sans succès, il ne lui reste plus qu'à retourner en Turquie où l'attend la prison. Le fait est que Gunes n'est pas reparti en Turquie. Il est resté en France, chez sa sœur où il a vécu pendant plus de sept ans. La situation semblait d'ailleurs s'arranger puisque Gunes allait se marier d'ici peu avec une française avec laquelle il vivait depuis plusieurs mois. Il ne leur manquait plus, pour compléter le dossier, qu'un acte de naissance émanant de l'Etat turc.

A METZ

Mais voilà que Gunes est interpellé par nos forces de l'ordre, lors d'un contrôle de routine à Metz. Aussitôt mis en rétention administrative à l'hôtel de police de Metz, il est sous le coup d'une expulsion imminente. Le samedi 11 octobre, le Collectif de Soutien de Nancy aux Sans-Papiers est prévenu. Quelques uns de ses membres et des militants de la CNT font le siège de l'Hôtel de Police et de la Préfecture de Metz pour obtenir des informations à son sujet et sur l'éventuelle expulsion qui pourrait suivre. Il semble que tardivement celles-ci aient été données par mégarde. Le Collectif prévient alors la CNT, le samedi à minuit : rendez-vous le dimanche matin à 10 h 00 devant l'Hôtel de Police de Metz. Nous avons appris que Gunes serait expulsé ce jour via l'aéroport de Strasbourg où un avion pour Istanbul décolle à 13 h 00.

Tant bien que mal, vu le peu de temps qui nous est imparti, nous réussissons à nous mobiliser. Deux militants de la CNT partent le matin pour rejoindre le collectif à Metz, tandis que deux autres partent directement à l'aéroport de Strasbourg. A Metz, nous sommes une centaine, militants de diverses organisations et parents et amis de Gunes. La situation est trouble. Les forces de l'ordre laissent des membres de la famille de Gunes entrer pour le voir. On se dit que tant qu'on peut le voir, il n'est pas sur la route de l'expulsion. Mais cette situation s'arrête bientôt. On ne nous laisse plus voir Gunes. On nous dit qu'il a fait un malaise. Le collectif se demande ce qu'il peut faire. Il bloque finalement la plupart des sorties de l'hôtel de police à l'aide de voitures. Cela ne suffit pas. Il faut réussir à voir Gunes. Les manifestants décident de bloquer la route devant le commissariat. Peu à peu, la tension monte. Des policiers tentent de forcer le passage avec des véhicules. A l'intérieur, les flics se marrent. Puis nous avons une info : la police affirme qu'elle ne nous laisse pas voir Gunes parce que nous bloquons la route. Tactique habituelle, inverser les causes et les effets. Nous répondons que nous occupons la route parce que la police ne nous laisse pas voir Gunes, et non l'inverse. C'est alors qu'on nous affirme que si l'on évacue la route, une personne pourra voir Gunes. Nous acceptons. Mais jamais personne n'a pu entrer dans le commissariat.

A l'intérieur, nous entendons des bruits de moteurs. L'expulsion semble imminente. Nous nous massons devant la plus grande entrée et nous attendons. Les flics sont de plus en plus nombreux. Il y a un léger temps de latence puis c'est la course : des flics sortent en courant, casqués, des matraques aux poings. Les barrières se lèvent et les flics rentrent dans le tas, distribuant des coups de matraque dans la foule. Au même moment, des véhicules (fourgons et voitures) s'élancent à toute vitesse et foncent eux aussi dans le tas, au risque de renverser des gens. Ils franchissent le mur des manifestants et s'élancent

dans les rues tandis que les flics aux matraques se replient à l'intérieur de l'enceinte du commissariat. Dehors, c'est l'explosion de colère, les insultes pleuvent, les flics rient. Puis on se reprend, les mots d'ordre pleuvent : tous à Strasbourg. Les voitures se remplissent et s'élancent sur l'autoroute, direction l'aéroport de Strasbourg.

A STRASBOURG

Pendant ce temps, nos militants à Strasbourg se sont renseignés : Gunes est bien noté sur la feuille d'embarquement pour le vol d'Istanbul de 16 h 30. Les manifestants arrivent. Certains des passagers sont déjà dans la salle d'embarquement. Tout le monde s'élanche mais nous sommes bloqués par les portes vitrées, des flics de l'autre côté. On s'arque bête et on pousse. Les chariots volent et les flics semblent dépassés. C'est alors qu'ils lancent des gaz lacrymogènes. C'est la reculade du côté manifestants. On sort. Puis, quelqu'un hurle : il faut aller sur le tarmac. On s'élanche sans plus réfléchir. Les premières grilles s'ouvrent, on s'engouffre. Les personnels de sécurité de l'aéroport accourent et tentent de refermer les grilles. Des personnes prennent un chariot et poussent dans le tas. Les grilles cèdent et tout le monde investit le tarmac et se dirige vers l'avion. Les moteurs tournent, les portes se ferment et on se retrouve en bas, ignorant si Gunes est à bord. C'est alors que s'engage une longue discussion avec le représentant de la Turkish Air Lines, qui affirme que Gunes n'est pas à bord.

L'attente dure plusieurs heures. A l'intérieur de la salle d'embarquement, des personnes filment avec des caméscopes. Nous apprendrons plus tard que ce sont des passagers turcs. Nous nous doutons que les CRS ne vont pas tarder. En effet, tout le matériel de l'aéroport qui pouvait nous entourer a précipitamment été enlevé. C'est alors l'indécision dans les rangs des manifestants : on se demande ce qu'il faut faire, s'asseoir ou rester debout ? Finalement, tout le monde s'assoit sur le tarmac, tout le monde sauf les quatre militants de la CNT. En effet, nous pensons que s'asseoir (résistance passive) est le meilleur moyen de provoquer la violence policière. Nous avons pu le vérifier lors du mouvement des chômeurs où, lors de l'évacuation de la bourse, un de nos militants a eu le bras cassé par une clé au bras. Nous avons également pu le vérifier ce jour-là : les bras se tordent, à la limite de la rupture. La police a ensuite procédé à une différence de traitement entre manifestants français et manifestants étrangers. Certains d'entre eux sont emmenés dans une salle à part alors que l'ensemble des autres manifestants est parké entre les deux grilles qui séparent le tarmac de l'extérieur de l'aéroport. Suivent alors des contrôles d'identité ainsi que des mises en garde à vue.

Une fois sortis des grilles, nous réinvestissons l'intérieur de l'aéroport, où l'on peut assister à des courses poursuites entre militants et forces de l'ordre. Mais l'avion charge ses passagers et décolle. Une hôtesse vient nous voir et nous demande ce que cet homme avait commis comme crime. Devant nos regards ahuris, elle nous explique qu'ils ont un code pour les expulsions. Le code de Gunes indiquait que c'était un homme dangereux. Elle nous indique qu'il était bien présent dans l'aéroport et qu'à l'heure qu'il était, il avait probablement décollé. Nous sommes dépités mais nous avons encore des personnes en garde à vue à l'intérieur d'une salle de l'aéroport. Un rassemblement s'est formé avec quelques heurts. Après quelques minutes, l'hôtesse revient nous voir et nous donne une information : Gunes ne serait pas monté dans l'avion. Il aurait été transporté vers un autre lieu.

Le lendemain, nous apprenons que Gunes a été transféré vers Paris où il a été forcé de prendre l'avion, destination Ankara. Nous apprenons également que les passagers du vol de la veille, ceux qui filmaient toute l'affaire sont passés

sur les télévisions turques. On y présente Gunes comme un dangereux membre du PKK (parti communiste Kurde). On y présente les manifestants comme des sympathisants du PKK ; on raconte que ce sont eux qui ont lancé les lacrymogènes afin d'investir le tarmac.

Gunes a donc été expulsé. A son arrivée en Turquie, la police l'attendait. Il a immédiatement été transféré en prison. Il aurait depuis été relâché mais il attend d'être jugé par un conseil militaire dont on connaît l'objectivité, surtout au moment où l'on parle des fusillés du Chemin des Dames.

Il y a quelques mois, l'Etat français jugeait Maurice Papon (encore en liberté aujourd'hui), qui se défendait de n'avoir fait qu'appliquer des décisions administratives. Actuellement, ce sont des décisions administratives, appliquées par des préfets, qui détruisent les vies de milliers de gens. Mais rassurez-vous, nous ne sommes pas sous un régime fasciste, non, nous ne sommes encore que sous un gouvernement socialiste. La CNT se pose la question de la participation à des collectifs où sont admis des élus socialistes, représentants directs du gouvernement en place.

A NANCY

En effet, quelques jours avant l'expulsion de Gunes, la CNT avait rendu visite à Jean-Jacques Denis, député **socialiste** de Nancy. Comme réponses à ses questions, elle n'a obtenu qu'une absurdité de plus : le député, élu du peuple (soi-disant), déclare qu'il n'a pas de comptes à nous rendre. A la question d'un militant : « Étiez-vous pour la double peine ? » Il répond : « non. » Le militant surenchérit : « Et vous avez voté pour ? » Il répond : « Oui, j'ai voté pour. » Le militant, naïf : « Ça ne vous pose pas un problème, d'être contre quelque chose et de voter pour ? » Le député **socialiste** : « C'est une loi globale. » Le militant, légèrement énervé : « Les amendements, ça existe. » Le député, **socialiste** : « C'est une décision de groupe. J'ai voté comme mon groupe. » Le militant : « Ça ne vous pose pas un problème d'intégrité ? » Le député (**socialiste**) : « Je n'ai pas de comptes à vous rendre. » Il nous propose de revenir la semaine d'après rencontrer son fidèle compagnon afin d'essayer de régler le cas. Mais Gunes n'a pas pu attendre la semaine d'après que ces messieurs les parlementaires trouvent quelques secondes à accorder à son cas. Non, son agenda était « over booké » et le sera visiblement pour un bon bout de temps.

A l'heure où j'écris ces lignes, 60000 Sans-Papiers n'ont pas été régularisés et sont sous le coup d'une expulsion. La police vient d'évacuer les Sans-Papiers grévistes de la faim qui occupaient une petite mairie près de Paris. Mais peut-être que dans quatre vingt ans, il se trouvera un premier ministre soucieux de justice pour réhabiliter les Sans-Papiers...

Mais la lutte continue. De retour à Nancy, tous les militants qui ont été contrôlés lors de l'évacuation musclée de l'aéroport de Strasbourg, ont reçu la visite de la police de l'air et des frontières et ont été mis en garde à vue. L'information circule peu. La Turkish Air Lines aurait porté plainte ainsi que la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg qui gère l'aéroport. La CNT n'a pas voulu en rester là. Elle a alors envisagé une action sur la préfecture, visant plus particulièrement le bureau des étrangers. Il est décidé d'y distribuer des tracts. Rendez-vous est donné le vendredi 23 octobre à 11 h 30 dans un bar du centre ville. Une vingtaine de militants est présente. A midi, un petit groupe de quatre personnes s'approche de l'entrée de la préfecture. Là, surprise : des membres des RG sont là ainsi que des agents de police. La préfecture est exceptionnellement fermée... pour les militants de la CNT. En effet, d'autres personnes peuvent entrer mais aussitôt qu'un militant de la CNT s'approche, on lui barre la route. La CNT distribue alors ses tracts dans la rue et, une fois ces derniers entièrement distribués, elle se dirige place de la carrière, au siège du député Jean-Jacques Denis où elle lui remet une lettre ouverte concernant son action envers les Sans-Papiers et les comptes qu'il a à nous rendre.

Manifestons pour les Sans-Papiers, tous les Sans-Papiers, y compris ceux qui n'en ont pas fait la demande, Place Maginot, le samedi 21 novembre à 15 heures.

LETTRE OUVERTE A JEAN-JACQUES DENIS



CNT-AIT Union Locale
BP 48
96 rue Saint Dizier
54000 Nancy
Tél. 03 83 37 19 00

Monsieur,

La CNT voudrait attirer une nouvelle fois votre attention sur les cas de plus en plus fréquents de Sans-Papiers, en situation dite irrégulière, sur le point d'être expulsés du territoire français. En effet, au cours de ces dernières semaines, il semble que dans votre département, et plus généralement en Lorraine, les cas de reconduite à la frontière orchestrée par la préfecture se soient généralisés.

La CNT considère, dès lors, que vous avez des comptes à rendre quant à votre **position** et à votre **action** en faveur de ces personnes, aujourd'hui plus que jamais, en danger : hier, c'était un marocain (Mohamed NAJIH) qu'on a tenté d'expulser vers un pays dans lequel il n'a aucune attache et qui a été sauvé in extremis par l'action du Collectif des Libertés de Longwy et des membres de sa famille ; aujourd'hui, c'est un Turc (Haci GUNES) qu'on expulse dans un pays qui bafoue les plus élémentaires des droits de l'homme.

Qu'avez-vous fait pour eux ?

- **Envoyé un fax !**
Pensez-vous réellement que c'est par ce type d'intervention que vous pouvez vous dédouaner d'avoir voté la loi Chevènement ?
- **Affirmé être contre la double peine !**
Mais **vous avez voté** cette loi.
- **Demandé l'abrogation des lois Pasqua et Debré en guise de promesse électorale !**
Mais **vous avez voté** la loi qui ne les abrogeait pas.

Jusqu'où irez-vous pour eux ?

Vous avez des comptes à nous rendre Monsieur Jean-Jacques Denis.

Que comptez-vous faire aujourd'hui pour tous ceux qui risquent d'être expulsés demain ? Ne savez-vous pas que toute personne dans cette situation est par nature en danger : pour ses idées et ses agissements antérieurs, par l'inévitable misère qui l'attend au retour ?

Que comptez-vous faire pour retrouver la trace d'Haci GUNES en Turquie, où il est présenté comme un dangereux terroriste du PKK et un trafiquant de drogue ? Quelle prison comptez-vous y visiter ?

Vous avez des comptes à nous rendre Monsieur Jean-Jacques Denis.

A nous rendre sur le principe qui consiste à mésestimer les risques encourus, en toute connaissance de cause, par toute personne renvoyée dans son pays d'origine qu'elle a quitté le plus généralement contrainte et forcée : pour des raisons politiques ou des raisons économiques.

A nous rendre sur le suivi réel effectué par ceux qui ont voté la loi Chevènement (sans doute dans l'intention bien volontaire de grappiller quelques voix au Front National) sur le parcours des Sans-Papiers une fois expulsés : quel témoignage que le courage exceptionnel dont vous avez fait preuve en faisant parvenir un fax à la préfecture quelques heures avant que celle-ci n'envoie Haci GUNES à une mort presque certaine ou tout au moins probable.

Vous nous devez des comptes Monsieur Jean-Jacques Denis ;

car l'immigré ne peut être le bouc émissaire de la crise économique dont la responsabilité incombe exclusivement à l'État et au patronat. L'immigré ne peut être tenu pour responsable de la situation politique et économique du pays dans lequel vous voulez le renvoyer. Elle est le plus souvent le résultat des politiques étrangères iniques menées sciemment et le plus souvent au mépris des populations par les États capitalistes (dont la France) dans les pays du Tiers-Monde.

Vous nous devez des comptes Monsieur Jean-Jacques Denis

et si vous ne nous les rendez pas nous viendrons les chercher.

Nancy, le 21 octobre 1998

Pour la CNT,
la CNT.



Le Rock identitaire Français

Ils s'appellent : « Vae Victis », « In Memoriam » ... et ils se revendiquent du Rock Identitaire Français. Ils sont distribués partout en France grâce aux réseaux du Front National et font partie de la stratégie du parti fasciste pour toucher la jeunesse...

Leurs paroles et leurs propos sont sans aucune ambiguïté. Ils prônent leur appartenance identitaire, leur nationalisme et bien sûr leur xénophobie. Ils sont ainsi quelques groupes à se produire et à enregistrer des disques grâce entre autres à la SERP - la société de diffusion de Marie-Caroline Le Pen (autrefois tenue par son père, elle avait alors été condamnée pour diffusion de chants nazis) - mais également par Memorial Records et MC Record - des labels « indépendants ». Ils se sont retrouvés samedi 31 Octobre pour un concert au château de Clévant sur la commune de Custines après s'être donné rendez-vous place Carnot à Nancy.

De nombreuses personnes se sont donc retrouvées sur le lieu de rendez-vous, et se sont faites escorter à l'endroit de la manifestation par une horde de Skin Heads. Ce rassemblement était organisé par le Front National de la Jeunesse (F.N.J.), le Renouveau Étudiant (syndicat étudiant de l'extrême droite) et par le Groupe Action Jeunesse (G.A.J. royalistes) mais aussi par la Librairie Lorraine (à Nancy, Grand Rue) qui, pour l'occasion, n'a pas hésité à servir de point de vente pour la billetterie.

Bien évidemment, la police était parfaitement au courant de l'affaire. Mais, elle n'a pas daigné intervenir prétextant que la rencontre avait lieu dans un domaine privé. Il est clair qu'à travers ce type d'actions dites « culturelles », le Front National, en vue des prochaines élections européennes, va essayer de s'orienter vers les jeunes (il ne s'en cache d'ailleurs pas). Il est donc indispensable de rester vigilant et de se mobiliser sans relâche, en particulier sur les campus afin d'informer les étudiants des réels buts du F.N. et des moyens dont nous disposons pour le combattre.

ATTENTION DANGER!

Et s'il existe, en un endroit ignoré, un honnête homme capable de te gouverner et de t'aimer, ne le regrette pas. Il serait trop jaloux de sa dignité pour se mêler à la lutte fangeuse des partis, trop fier pour tenir de toi un mandat que tu n'accordes jamais qu'à l'audace cynique, à l'insulte et au mensonge.

Je te le dis bonhomme, rentre chez toi et fais la grève. Octave Mirbeau, *La Grève des électeurs*, 28 novembre 1888.

Le château de Clévant appartient aux DE METZ-NOBLAT, vieille famille catholique traditionnelle. Nous tenons à la disposition de qui les voudra les adresses et numéros de téléphone de cette famille nombreuse dans la région si l'envie vous prenait de lui faire part avec acharnement de votre mécontentement.

ACTES HOMOPHOBES

SUR LES LIEUX DE RENCONTRES D'HOMOSEXUELS A NANCY

Mise en garde : la CNT publie cet article parce qu'il stigmatise de manière très nette les agissements de la police face aux homosexuels. Mais elle ne peut qu'émettre des réserves quant à la présentation qui y est faite des tsiganes, présentation qui frise le systématisme.

Une descente de police le 8 juin à 18 heures 15... Une cinquantaine de membres de la Police urbaine de Nancy et de la CRS 39 (chargée de la surveillance autoroutière) coordonne

APPEL À SOUSCRIPTION

LE JAZZ TRAVAILLE AU NOIR ET ÇA S'PAYE

Comme tous les ans, le Nancy Jazz Pulsation (NJP) a brillé de ses milles feux dans notre bonne ville de Nancy.

Aucun doute, les amateurs de zikmu ont été comblés par la venue de musiciens exceptionnels pour des concerts non moins exceptionnels avec des moyens techniques et humains impressionnants !

Où l'on apprend que l'auteur de l'article n'est pas allé au NJP.

Précise !

Et pourtant, on apprend des services de renseignement de la CNT que cette somme s'est avérée insuffisante. En effet, pour que le NJP soit à la hauteur de sa réputation, il a fallu embaucher de nombreux techniciens et intermittents du spectacle. Trop, sans doute, certains ont dû travailler gratuitement en qualité de « stagiaires », et que d'autres n'ont pu être payés qu'au « noir ». Il semblerait qu'il a même fallu rédiger de fausses fiches de frais.

La CNT en appelle donc à la générosité de ses lecteurs et se propose de collecter des fonds pour aider les organisateurs du NJP à régulariser cette déplorable situation qui fait un peu tache. A bon entendeur, salut.

De fausses vraies ou des vraies fausses ?

Ah ! Ah !

Cliché !

NJP TOUJOURS

Je suis toujours surpris par la naïveté dont certains font preuve pour apprendre, aujourd'hui seulement, que les organisateurs du Nancy Jazz (tiens il y en a encore) Pulsations sont des escrocs. J'ai quelques exemples que je ne peux m'empêcher de vous faire partager.

Lors de la soirée du lundi 19 octobre durant laquelle se produisait Goran Bregovic, autre escroc, soit dit en passant, j'ai pu constater qu'un nombre incalculable de billets avaient été vendus largement au-dessus des places disponibles sous le chapiteau de la Pépinière. Vous imaginez aisément les conditions d'écoute : spectateurs debout gênant les petits veinards qui avaient une place assise ; foire d'empoigne pour tenter d'apercevoir la scène ; etc.

Lors de la soirée anniversaire du 22, David Sanchez devait se produire avec Ted Curson. Or, point de Ted Curson (il semblerait qu'il y ait eu dispute entre les deux musiciens). Ce dernier s'est finalement produit sur la scène du Magic Mirrors après le concert de Sanchez et toute personne désirant aller l'y voir n'avait qu'à présenter son billet (celui du chapiteau) à l'entrée. Mais pour quiconque a déjà mis les pieds au Magic Mirrors, il est facile de comprendre que jamais tous les spectateurs du chapiteau n'auraient pu y entrer.

Enfin, et c'est sans doute la meilleure. Lors de la dernière soirée du Festival, le samedi 24 octobre, après les prestations de John McLaughlin et Lounge Lizards, nous devions assister au concert du groupe cubain Familia Valera Miranda. Or, quelle ne fut pas notre surprise (est-on assez naïf pour en avoir encore ?) d'apprendre par la voix de la présentatrice que ce groupe s'était produit au Magic Mirrors en même temps que The Lounge Lizards. Il va sans dire que certains n'avaient pris leur billet que pour assister à ce dernier concert.

Au total, trois soirs = trois billets = 390 F. Pas mal !

leur action pour intervenir sur 2 aires. Requises par le Procureur de la République, les forces de l'ordre ont comme mission de contrôler l'identité des usagers de ces 2 lieux, connus pour être des lieux de rencontres homosexuels et échangistes. Motif du procureur : "nous recherchons des infractions liées aux mineurs" - sous entendu : prostitution, le commissaire étant chargé de savoir si c'était une réalité sur ces lieux... mais aucune infraction n'a été relevée. Cependant plus de cinquante personnes auront été contrôlées, leurs papiers confisqués pendant 15 minutes, certains auront été insultés. L'opération aura duré un peu plus d'une heure.

Les médias ont été prévenus et ont relaté les faits dans leurs éditions (F3 et M6 en image, l'Est Républicain et le Républicain Lorrain dans leurs colonnes).

Suite à cette opération de grande envergure... les semaines suivantes ont été l'occasion d'interventions régulières de la Police. Celle-ci n'hésitant pas à insulter à nouveau les personnes présentes.

- 2 personnes discutent, en les voyant arriver l'une des deux s'en va et l'autre est interpellée.

Parole de la Police : "T'as pas peur d'une piqûre de guêpes ... ils ont des gros dards par ici ... alors attention à ton p'tit cul..." Ou, un jeune homme attend assis sur une table de pique nique, la Police arrive et s'adresse à lui en lui disant : "On te met un PV de 250 trons, t'as pas à être là". Le jeune homme se lève, on lui dit alors : "Si tu marches sur cette route c'est 600 francs". Ce lieu est pourtant public, mais ils pratiquent l'intimidation... auprès des jeunes homos.

Le samedi 28 juin (Lesbian & Gay Pride à Paris), une journée chaude commence, des gitans arrivés depuis le mardi, campent comme tous les ans à proximité des lieux. Des agressions y sont commises toute la journée - passage à tabac, vol, racket. A 15 heures, la Police est prévenue par un usager qui vient d'être agressé. Une demie heure après la Police est à nouveau prévenue, mais toujours rien. Ils viendront 3 heures après et feront un bref passage, ne s'arrêtant pas... Jusqu'au lundi les agressions auront lieu... Nous avons des contacts en journée avec des usagers qui se sont faits agresser.

Le travail du groupe aura été de :
- effectuer une présence sur les lieux (environ 5 fois par semaine en juin, juillet et août et à des heures différentes),
- poser des affichettes autocollantes sur les lieux, prévenant les personnes des actes homophobes et des agressions, leur demandant d'être vigilants, de nous en informer le plus rapidement possible,
- travailler en concertation avec l'association "Amitiés Tziganes", l'association n'a pas souhaité intervenir sur ce sujet,

- intervenir auprès du prêtre catholique qui lui n'a pu intervenir auprès des tsiganes évangélistes,
- Travailler sur l'écoute et le soutien des usagers,
- Travailler sur un recueil des actes homophobes (sur les lieux, dans la vie de tous les jours - familiale, travail, etc.) avec le collectif lorrain pour la reconnaissance des droits des lesbiennes et des gays,
- préparer un livre blanc de l'homophobie en Lorraine avec le Collectif Lorrain pour la Reconnaissance des Droits des Lesbiennes et des Gays,
- Démarrer une campagne contre l'homophobie en août sur les panneaux d'affichage libre (avec les affiches de AIDES Ile de France, que nous remercions).

André (AIDES)

Divers

« No Passaran (mensuel du SCALP-REFLEX) d'octobre propose un dossier intéressant sur les Sans-Papiers et la répression d'État. 10 F, chez No Pasaran, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

« De la grève sauvage à l'autogestion généralisée est un manuel (très) pratique pour la révolution rédigé à l'intention de salariés par le situationniste, Raoul Vaneigem. 15 F port compris. Du même auteur, un ouvrage beaucoup plus relaxant, *Eloge de la paresse affinée*, 10 F port compris, chez FTP, c/o Planète Verte, BP 22, 54002 Nancy Cedex.

Adresse locale et permanence

UL CNT-AIT Nancy
BP 48
96, rue Saint Dizier
54000 Nancy
Tél. 03 83 37 19 00
Permanence : tous les jeudis 18h-20h.

Adresse nationale

33, rue des Vignoles
75020 Paris
INTERNET :
Http://cnt-f.org
E.MAIL
cnt@cnt-f.org

Dernière minute

Jean-Pierre Chevènement (l'ancien Ministre de l'Intérieur) a décidé de laisser mourir de faim les Sans-Papiers. Mais, en les surveillant : les Irlandais de Long Kesh sont encore de sinistre mémoire. Pour lui, tout va bien : il mange des steaks.